

Histoire Engagée

Entre héritage historique et actualité politique : les élections italiennes du 25 septembre 2022

Luca Sollai

13 juin 2023

Résumé : Cet article analyse les résultats des dernières élections législatives en Italie. Avec un regard à la fois historique et contemporain, nous expliquerons le contexte qui a amené le parti d'origine post-fasciste, Fratelli d'Italia, à prendre le pouvoir. Dans un premier temps, les origines et l'évolution de la droite italienne seront observées, avec une attention particulière au débat sur l'héritage du fascisme. Ensuite, nous analyserons les causes ponctuelles qui expliquent l'actuel panorama politique italien. En conclusion, nous tracerons un portrait des possibles choix du gouvernement en matière de politique intérieure et étrangère en mettant en relief certaines contradictions présentes parmi les partis de la coalition de droite.

Mots clé : Italie, élections, fascisme, Giorgia Meloni, Union européenne, droite

Par Luca Sollai, chargé de cours au département d'histoire de l'Université de Montréal et chercheur au CERIU



Les élections italiennes du 25 septembre 2022 ont vu l'affirmation de la coalition de droite menée par Fratelli d'Italia, le parti de Giorgia Meloni, première femme à être nommée Présidente du Conseil des ministres dans l'histoire de la République italienne. Cette victoire a provoqué une clameur mondiale dans la presse et les médias de masse internationaux qui n'ont pas manqué de souligner les origines postfascistes de Fratelli d'Italia. Un autre thème récurrent dans les médias à l'étranger est que la victoire de la droite italienne est en partie la conséquence d'une vague populiste transatlantique.

Cet article a comme objectif d'offrir un éclairage historique et politique sur la situation politique italienne. En effet, nous allons nous interroger sur l'ensemble des facteurs expliquant la victoire de Giorgia Meloni et de Fratelli d'Italia. Pour ce faire, il nous semble nécessaire d'adopter une approche mixte, à la fois historique et axée sur l'actualité politique récente, l'analyse de la situation italienne ne pouvant pas se limiter à l'actualité ni strictement à la mention de liens avec le passé fasciste du pays. Un certain recul dans l'analyse, avec l'intégration des deux aspects, est nécessaire pour broser un portrait efficace de la situation italienne.

Par conséquent, l'article sera divisé en deux parties principales, une première dans laquelle nous examinerons la trajectoire de la droite italienne depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et une deuxième reliée plus à l'analyse des résultats électoraux, en mettant en relief les causes qui ont déterminé la victoire de la

coalition de centre droit tout en tenant compte des enjeux futurs du gouvernement.

Les sources utilisées sont très variées : nous passons de la première partie dans laquelle nous basons notre réflexion sur des sources secondaires (historiographie et sciences politiques) à la deuxième partie, plus axée sur l'actualité, dans laquelle nous intégrons l'analyse des données électorales, des programmes électoraux, des sources journalistiques et des médias sociaux.

Nous entendons montrer que le nouveau paysage politique italien est le résultat d'un long parcours historique et institutionnel qui a trouvé les pleines conditions de sa réalisation dans la conjoncture des élections législatives de 2022. Par ailleurs, nous verrons comment ce résultat ne doit pas être conçu comme une tendance irréversible, surtout en tenant compte des défis et des contradictions auxquels le gouvernement actuel fait face. Finalement, nous évoquerons les conséquences potentielles pour l'Italie en matière de politique étrangère et intérieure.

Le « retour du fascisme »

Le thème du retour du fascisme a sans doute été l'un des plus abordés par la presse internationale dans les semaines suivant le 25 septembre¹. L'attention portée à la coalition la plus à droite de l'histoire de la République italienne² a fait surgir en dehors de l'Italie la question des origines postfascistes du parti de Giorgia Meloni. Mais en réalité, cet élément a été tenu à l'écart pendant la dernière campagne électorale en Italie et il faut en comprendre les raisons. Pour commencer, les médias étrangers ont souligné que c'était la première fois qu'un parti postfasciste gouvernait la république de l'Italie. Ceci n'est pas tout à fait juste, car le Parti *Alleanza nazionale*, prédécesseur politique de *Fratelli d'Italia* et héritier direct du *Movimento Sociale Italiano* (MSI), a fait partie des gouvernements de 1994, de 2001 à 2006, puis de 2008 à 2009³. *Alleanza Nazionale* est donc le parti politique qui « descend » le plus directement du MSI.

Les origines de la droite italienne

Le MSI, parti politique fondé en 1946, incarnait l'héritage du régime et de l'idéologie fasciste⁴ auquel il se référait dans son programme économique, avec notamment des propositions comme l'instauration d'un système corporatif, le refus du système républicain post Deuxième Guerre mondiale et des positions

fortement anti-américaines et anti-occidentales⁵. Entre la fin des années 1950 et le début des années 1960, le MSI tente de se donner une légitimité politique en s'associant avec le gouvernement de la Démocratie chrétienne (DC), parti maintenu au pouvoir de 1946 à 1992. Cette tentative fut un échec, car l'appui du MSI, jugé inadmissible pour l'opinion publique italienne, provoqua la chute du gouvernement du DC⁶. L'impossibilité d'une légitimation politique se poursuit dans les décennies suivantes, car l'Italie est traversée pendant plus de deux décennies (« années de plombs⁷ ») par des affrontements violents menant à plusieurs attentats entre des groupes extrémistes de gauche et de droite.

Le MSI s'est toujours ouvertement dissocié du terrorisme de droite, et les années ont permis de mitiger ses positions anti-atlantistes et anti-américaines, car « les rapports des appareils de sécurité américains et italiens avec les héritiers du fascisme, dont une partie a fondé le MSI, furent consolidés. Ils remontent à la fin de la Seconde Guerre mondiale et ont été favorisés par l'aspect somme toute limité de l'épuration et par la nouvelle priorité anticommuniste⁸ ».

Après les « années de plomb », la situation politique s'améliora progressivement pour le MSI. La crise du système des partis traditionnels – à cause de l'enquête *Mani Pulite* et la fin de la « Première République⁹ » – a élargi l'espace politique pour le MSI qui marqua un bon résultat aux élections législatives de 1992¹⁰. Depuis 1993, ce parti a réussi à se légitimer, notamment lorsque Gianfranco Fini, secrétaire du MSI, fut en mesure d'accéder au deuxième tour lors des élections municipales de Rome. Silvio Berlusconi, pour l'occasion, se rangea ouvertement au côté de Fini¹¹.

En 1994, le MSI, sous le nom d'*Alleanza Nazionale*, gagna les élections avec *Forza Italia* (Berlusconi) et la *Ligue du Nord* (en recueillant 13,47% du suffrage à la Chambre des députés¹²) et se vit, dès lors, attribuer des ministères. Il faut souligner un autre aspect important : en 1994 le parti n'avait fait aucun travail de révision idéologique de ses principes fondateurs. Ce n'est qu'en 1995, avec la « *svolta di Fiuggi* », que s'amorça cette dernière. À Fiuggi, le MSI fut dissout et *Alleanza Nazionale* s'engagea dans la voie de la réhabilitation politique avec l'acceptation des principes démocratiques de l'Italie républicaine¹³. Ce processus atteindra son apogée en 2003 lorsque le secrétaire et ministre des Affaires étrangères Gianfranco Fini, après un voyage en Israël, « participa à de nombreuses manifestations commémoratives, rappelant à plusieurs occasions, outre le danger de l'émergence en Italie d'une nouvelle forme d'antisémitisme camouflée en antisionisme, le sens profond de la journée de la Mémoire¹⁴ ».

Mais comment expliquer l'acceptation de ce parti en 1994 avant le changement de cap à Fiuggi ? Cela ne peut être expliqué qu'en raison de l'*endorsement* du parti accordé par Silvio Berlusconi. Cependant, cette association est aussi la conséquence d'un élément plus décisif, comme l'a expliqué le politologue Piero Ignazi : on est arrivé à l'aboutissement d'un long processus qui transforme le fascisme d'objet tabou en phénomène historique et donc rend le MSI présentable comme acteur politique¹⁵. Il est important de saisir que les années 1990 ont vu naître la légitimité politique de la droite postfasciste.

Dans cette évolution politique, en 2001, Gianfranco Fini est nommé vice-président du Conseil des ministres, puis ministre des Affaires étrangères, pour finalement obtenir le poste de président de la Chambre des députés en 2008. Le parti *Alliance Nationale* sera dissous en 2009 pour composer, avec celui de Silvio Berlusconi (*Forza Italia*), le nouveau parti *Popolo della libertà* (PDL). Tandis que le PDL a été dissous en 2014, le parti *Fratelli d'Italia* fut constitué pour assurer une certaine continuité politique avec *Alleanza Nazionale*. L'évolution de la carrière politique de Giorgia Meloni s'intègre dans ce parcours de la droite italienne. Plusieurs extraits d'entrevue montrent la jeune militante qui se déclare une admiratrice de Mussolini¹⁶. Dans les années suivantes, Meloni intègre le parti *Alleanza Nazionale* pendant le processus de réhabilitation de la droite italienne qui vient d'être présenté. Elle ne s'est toutefois jamais dissociée de ses propos passés¹⁷.

Giorgia Meloni se rattache maintenant à la tradition religieuse de l'Italie et à un retour aux racines chrétiennes, plutôt qu'aux racines postfascistes de son parti de droite¹⁸. Ayant montré que la légitimité politique du parti de Giorgia Meloni remonte aux années 1990, le changement actuel réside plutôt dans le fait qu'aux dernières élections, *Fratelli d'Italia* a recueilli la majorité des votes et des sièges au sein de la coalition du gouvernement.

Le fait que les origines postfascistes ou de droite extrême soient « normalisées » a été confirmé par les récentes élections des présidents du Sénat et de la Chambre des députés : Ignazio La Russa, un ex militant du MSI, ex-ministre avec un passé ouvertement profasciste a été élu Président du Sénat¹⁹. Pour sa part, Alberto Fontana, un exposant de la Ligue, ultra catholique, qui s'oppose au mouvement LGBTQ et qui avait supporté le groupe néonazi Alba Dorada en Grèce, a été élu président de la Chambre²⁰.

L'élection de ces deux politiciens à ces postes marque la normalisation définitive

de l'héritage fasciste. Un retour au fascisme est hors de question, mais les ascendances fascistes du passé de certains.es politicien.nes ne sont désormais plus un obstacle pour être nommés ministres ou, encore plus étonnant, être élus à titre de représentants des institutions républicaines (présidences de la Chambre de Députés ou du Sénat). Pour mieux comprendre comment on en est arrivé à cette normalisation, il faut aller du côté de l'héritage mémoriel du fascisme.

La mémoire du fascisme

Selon l'historien Emilio Gentile, les difficultés relatives à l'encadrement du fascisme sont reliées directement au problème de son écroulement et de son héritage. Gentile avance que le problème découle de la catégorisation en Italie du fascisme comme « nullité historique²¹ ». La banalisation du fascisme serait la conséquence de deux interprétations historiques. La première provient de la vision « de nombreux intellectuels fascistes devenus antifascistes de diverses tendances, lesquels, dans leurs écrits sur l'expérience fasciste, soutinrent que ce régime était destiné à disparaître sans laisser de traces, car il ne reposait sur rien²² ».

La deuxième vision découle des courants antifascistes qui interprétaient le fascisme comme une aventure rendue possible par la complicité des classes dominantes qui avaient imposé la dictature à la population italienne. Cette population n'avait guère d'expérience démocratique et libérale, elle était donc susceptible de succomber à la fascination de la démagogie mussolinienne. La dénonciation du fascisme dans l'historiographie de gauche cible plus le rôle des classes dominantes et la continuité de l'État entre le fascisme et la république, ce qui fut réalisé par la domination des mêmes classes dominantes. Il y avait une certaine indulgence envers un appui populaire actif au régime²³.

Cette lecture était conditionnée par l'instrumentalisation que la gauche communiste faisait de l'expérience fasciste. Cette gauche s'est montrée critique de la construction de la démocratie en Italie, car les institutions républicaines mêmes étaient vu comme étant en continuité avec l'expérience fasciste²⁴, notamment à cause de la présence dans les institutions d'anciens supporters du régime. Mais cela n'est pas la seule raison qui explique la banalisation du fascisme et donc la perception différente qu'on en a aujourd'hui en Italie par rapport à la perception qu'on en a ailleurs dans le monde.

Il convient d'abord de noter que l'évolution de l'historiographie pendant les années 1960 et 1970 contribua involontairement à la normalisation du fascisme en Italie : on remit alors en question le caractère globalisant du phénomène fasciste pour se concentrer davantage sur les caractéristiques spécifiques de chaque État²⁵. L'historien Renzo de Felice, qui considérait le fascisme comme un objet d'étude historique, faisait une certaine différenciation entre la dimension révolutionnaire du fascisme de la première heure avec celle conservatrice et autoritaire du régime fasciste²⁶. De plus, de Felice soulignait une différenciation substantielle entre le fascisme italien et le nazisme allemand au niveau idéologique et dans leur rôle dans les tragédies de l'histoire du XX^e siècle²⁷. Cette « déresponsabilisation » du phénomène fasciste italien a également été renforcée par un des caractères fondamentaux attribuables à la fois à la guerre froide et au concept de la Résistance italienne pendant la Deuxième Guerre mondiale²⁸.

Par rapport à la Résistance, les historiens Bechelloni et Groppo expliquent pourquoi celle-ci joua un rôle significatif dans la « banalisation » des responsabilités fascistes de la société italienne :

“

Après la guerre se développa en Italie, tout comme en France, une vision mythifiée de la Résistance, présentée comme une grande épopée patriotique et populaire à laquelle la quasi-totalité de la population aurait participé. Cette construction mythique permettait de refouler le passé fasciste et de faire oublier (au moins provisoirement) que des millions d'Italiens avaient été fascistes – par conviction, opportunisme ou nécessité – et que le régime mussolinien avait bénéficié d'un consensus important au sein de la population. Elle permettait aussi à l'Italie, pays vaincu, d'espérer obtenir de meilleures conditions de la part des vainqueurs dans la future conférence de paix : pour cela, il fallait dissocier le sort du pays de celui du fascisme²⁹.

Ce sentiment fut certainement encouragé par la décision d'amnistier les crimes de la période de la guerre civile italienne de 1946³⁰, une décision prise par le secrétaire du Parti communiste italien (PCI) italien Palmiro Togliatti, qui était le ministre des Grâces et de la Justice pendant le premier gouvernement De

Gasperi. Cette décision avait alors été prise avec « l'ambition de clore la période de la guerre civile en amnistiant également les combattants engagés dans le camp adverse³¹ ». Le décret Togliatti « répondait cependant à l'exigence de réintégrer rapidement dans la vie nationale ceux que Palmiro Togliatti définit dans son discours comme ayant été portés par la passion politique ou trompée par une propagande mensongère... des jeunes rendus incapables de distinguer le bien du mal après vingt ans de dictature³² ». Cela explique aussi l'absence en Italie de procès similaires à ceux de Nuremberg en Allemagne et donc une difficulté d'assumer pleinement les responsabilités du régime.

Pour clore ce point, il convient aussi de considérer les dynamiques de la Guerre froide, puisque l'Italie est vite devenue le pays occidental dans lequel on craignait le plus une possible prise de pouvoir par les communistes. Dans cette optique, l'Italie avait une place centrale dans le système d'endigement du communisme élaboré par Washington à la fin des années 1940 (surtout pour sa centralité dans la mer Méditerranée), alors que la priorité des États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale était d'endiguer complètement le communisme. La présence d'un parti postfasciste comme le MSI n'était donc pas la source de préoccupation principale.

La victoire de *Fratelli d'Italia* est-elle la conséquence ou la confirmation de la vague de droite qui secoue l'Europe?

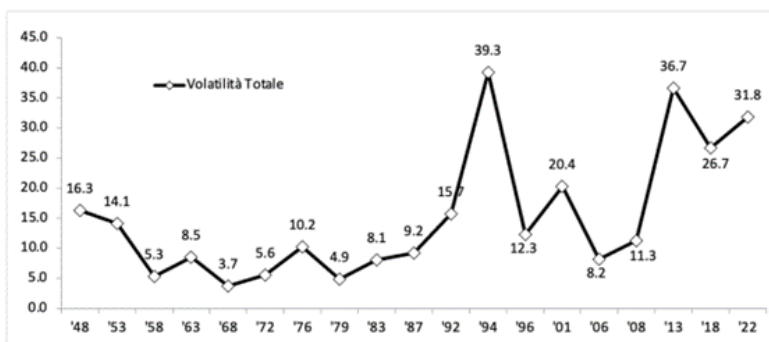
Cette tendance semble n'être pas limitée à l'Europe, mais généralisée dans l'ensemble des pays occidentaux. En lisant *La Presse* du 26 septembre 2022 (à propos des élections provinciales au Québec), il y a deux passages d'un article de William Korbatty qui m'ont fait réfléchir : « Depuis l'arrivée de Trump et de sa démocratie à la tête des États-Unis, nous assistons à une transformation draconienne et une dévolution de la pratique démocratique en Occident. [...] au cours des quatre dernières années, nous avons assisté à une montée populiste digne d'un autre siècle, voire d'une autre époque³³ ».

Le fait qu'en Occident, la montée du populisme gagne du terrain est un fait indéniable. En Europe, les partis de la droite identitaire, traditionnelle et nationaliste ont aussi le vent dans les voiles, comme le démontrent les succès de Marine Le Pen aux élections parlementaires en France et des *Démocrates de*

Suède, qui appuient le nouveau gouvernement suédois³⁴. En revanche, la thèse voulant que le résultat électoral italien ait été influencé par ces deux facteurs ne semble pas être une explication convaincante, en tenant compte que plusieurs auteurs tels que Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg, ont identifié la droite post-fasciste italienne comme le moteur et l'élément d'avant-garde du passage d'une dimension nationale à une organisation internationale³⁵. En somme, l'Italie a historiquement été un laboratoire politique qui a anticipé les tendances générales futures, plutôt que d'en être conditionné.

En effet si on analyse les résultats des élections de 2022 on remarque deux éléments : le premier est l'avancée de la coalition de droite par rapport aux élections de 2018 : la coalition est passée de 37% des votes à 43,79%³⁶. Une avancée qui semble importante, mais qui est surtout attribuable au second élément : la chute du taux de participation. En effet on a vu une chute de participation d'environ 9% en comparant les élections de 2018 avec celles de 2022. La coalition de droite en Italie a eu pratiquement le même nombre de votes en 2022 et en 2018, le changement est plutôt relatif aux équilibres à l'intérieur de la coalition.

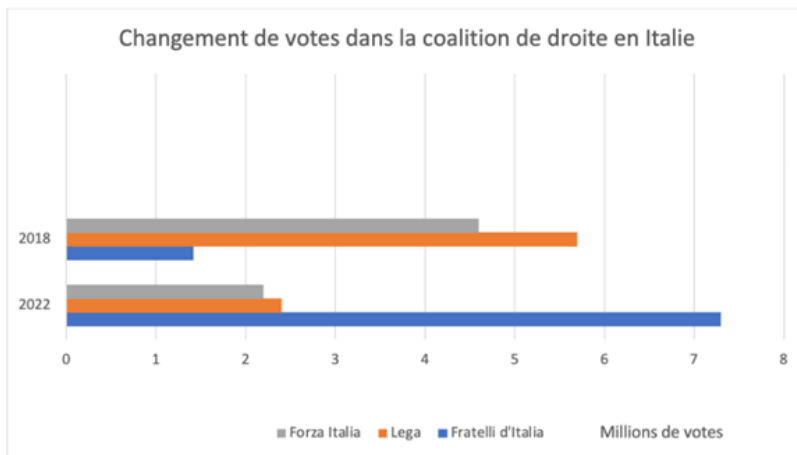
Comment expliquer cela alors ? Depuis 2008, on a vu la déstabilisation du modèle bipolaire (centre-droite contre centre-gauche) qui avait caractérisé la compétition politique italienne depuis 1994. Comme on peut le remarquer dans le graphique plus bas, cette situation a donné lieu à un grand taux de volatilité (électeurs.trices qui changent de parti d'une élection à l'autre) depuis 2013. C'est l'arrivée du *Mouvement 5 étoiles* qui a mis en crise ce modèle bipolaire.



Imagé tirée de l'article de Vincenzo Emanuele et Bruno Marino, « Volatilità elettorale sopra i 30 punti: sistema partitico instabile per la terza elezione di fila », *Centro Italiano Studi Elettorali (CISE)*, 26 settembre 2022,

<https://cise.luiss.it/cise/2022/09/26/volatilita-elettorale-sopra-i-30-punti-sistema-partitico-instabile-per-la-terza-elezione-di-fila/>

Cependant, si on regarde le cas de la coalition de droite, la volatilité se remarque à l'intérieur même de la coalition : Giorgia Meloni et *Fratelli d'Italia* ont eu une augmentation spectaculaire de votes, mais cela s'est fait au détriment de leurs alliés, puisque la *Lega* et *Forza Italia* ont obtenu un recul important. On remarque ainsi que l'électorat de droite est resté fidèle à la coalition, mais qu'il a fait basculer le choix sur le parti de majorité.



Graphique réalisé par l'auteur en utilisant les données du ministère des affaires intérieures italien, sur la base des votes reçus par chaque parti à la Chambre des députés lors des élections législatives de 2018 et de 2022.

La popularité de Giorgia Meloni

La popularité fulgurante de Giorgia Meloni, dont les scrutins sont passés d'un peu plus de 1 400 000 votes en 2018 à environ 7 300 000 en 2022, ne marque pas un processus irréversible. Au contraire, les dernières années ont montré une tendance chez les Italiens.nes à appuyer fortement des leaders politiques qui peuvent soudainement obtenir un consensus très élevé. Il y a une sorte de personnalisation de la politique, une pratique qui a été inaugurée par Silvio Berlusconi en 1994. Néanmoins, l'ancien président du conseil pouvait compter sur l'utilisation des télévisions et de journaux pour augmenter son prestige et sa popularité³⁹. Il a ainsi été capable de garder un fort appui populaire de 1994 jusqu'à au moins 2011.

Après le « berlusconismo », avec le déclin du *Cavaliere*, on a assisté à une alternance de plusieurs personnalités et partis politiques qui ont eu des pointes de popularité⁴⁰. On peut penser à Mario Monti, accueilli comme la nouvelle saveur de l'Italie en 2011, qui avait obtenu une grande popularité au début de son expérience comme président du Conseil. Celui-ci n'a cependant obtenu que 10%

des votes aux élections de 2013.

Une popularité fluctuante a aussi caractérisé le *Mouvement 5 Étoiles* et son fondateur : le comédien Beppe Grillo. Ce dernier a lancé un mouvement qui a été capable d'alterner entre des moments de grand succès (aux élections législatives de 2013 et de 2018) et des chutes brutales d'appui politique (aux élections européennes de 2014 et 2019, et, même si moins drastique que prévu, aux élections législatives de 2022⁴¹).

Les cas de Matteo Renzi⁴² et Matteo Salvini, capables de passer de la gloire politique à la chute en quelques années, sont aussi emblématiques. Tous ces cas ont un point en commun : l'incapacité de remplir les attentes énormes des électeurs et électrices italiens.nes. Giorgia Meloni devra donc bien jouer ses cartes, car sa popularité pourrait chuter rapidement si son gouvernement n'est guère efficace. Il faut aussi prendre en considération que le Président du conseil italien a pour avantage d'avoir été dans le seul parti qui est resté dans l'opposition pendant toute la législature précédente. Le FDL n'a pas fait partie des deux gouvernements de Giuseppe Conte, ni du gouvernement de Mario Draghi. Son allié Matteo Salvini a fait partie du gouvernement Conte I et Draghi, et donc, le consensus envers Salvini s'est dissipé en faveur de Giorgia Meloni.

Les enjeux européens

Depuis le traité de Maastricht, la dette italienne a toujours été un dossier problématique pour l'Union Européenne (UE) et la Commission Européenne en particulier⁴³. L'Italie est la troisième économie de la zone euro et elle est caractérisée, depuis longtemps, par une dette très élevée qui devient encore plus préoccupante dans une situation de crise économique. L'instabilité produite par cette dette a entraîné des conséquences directes dans la politique italienne, telles que la démission du gouvernement Berlusconi et l'arrivée de Mario Monti en 2011. De plus, le gouvernement d'unité nationale de Mario Draghi en 2021-2022 répondait à une nécessité de calmer les marchés en prévision de l'approbation du Plan national de relance et de résilience (*Piano nazionale di ripresa e resilienza*, ou PNRR) qui s'élève à 235 milliards d'euros⁴⁴.

Pendant les années 2000, les institutions européennes ont demandé à plusieurs reprises à l'État italien d'approuver des mesures de réformes pour réduire la dette. Cela a été un thème que les oppositions ont historiquement utilisé, surtout dans le passé récent, pour contester les gouvernements en place et les

institutions européennes mêmes. On se souvient des tensions récurrentes entre les partis « populistes » antisystèmes et Bruxelles⁴⁵. C'est ainsi que dans les médias internationaux, on a dénoté une grande inquiétude par rapport aux politiques économiques à venir de *Fratelli d'Italia*, en tenant compte de ses positions passées. Le parti de Giorgia Meloni, en 2014, avait des positions d'opposition radicale envers les institutions européennes, en prêchant la « dissolution concertée de la zone euro », car « l'euro et ses règles se sont malheureusement révélés être un facteur de désintégration de l'unité européenne, plutôt qu'un élément de renforcement de la solidarité entre les peuples d'Europe », et en menaçant que « si cette voie n'est pas poursuivie par les institutions et les chancelleries européennes et la réticence à changer radicalement de cap se confirme, l'Italie devra entamer une procédure de retrait unilatéral de la zone euro⁴⁶ ».

Mais, il faut le dire, la situation a grandement changé au cours des dernières années. Si aux élections européennes de 2014 la vague anti-européiste était à son apogée, déjà en 2019 les institutions européennes regagnaient la confiance des citoyens⁴⁷. Et progressivement aussi le parti *Fratelli d'Italia* a su modifier son approche par rapport à ces institutions. Il faut noter que ce virage s'est produit grâce à deux facteurs incontournables : la crise de la Covid19 et la guerre en Ukraine. Alors que le premier élément a causé un changement d'attitude à l'intérieur de l'UE, qui a amené à la concession du PRNN à l'Italie, la guerre en Ukraine a davantage ancré les positions de *Fratelli d'Italia* dans le bloc occidental, UE comprise.

Ce n'est pas un hasard si dans le programme politique de la FDI il y a aucune référence négative envers l'Europe : au contraire on parle du PNRR comme « une grande opportunité pour la modernisation du patrimoine infrastructurel vieillissant de l'Italie, une opportunité unique pour l'Italie qui doit être pleinement exploitée » mais aussi le FDI réclame une « mise à jour ciblée du PNR à la lumière de la crise déclenchée par le conflit en Ukraine et de la hausse des prix des matières premières ». Toute la question est analysée à la lumière des relations entre Italie et UE :

“

L'objectif est d'allouer plus de ressources à l'approvisionnement et à la sécurité énergétique, de libérer l'Italie et l'Europe de la dépendance

au gaz russe, et de mettre la population et le tissu productif à l'abri des rationnements et des hausses de prix.

L'Italie a une position géographique qui lui permet de canaliser les énormes sources d'approvisionnement en énergie primaire qui proviennent d'Afrique du Nord et de la Méditerranée orientale, devenant ainsi un véritable hub stratégique : il est dans l'intérêt de toute l'Union de diversifier au maximum les lignes d'approvisionnement pour se libérer de la dépendance russe. C'est également la raison pour laquelle le PNR doit être recalibré à la lumière de l'expérience de l'UE⁴⁸.

L'élément géopolitique a donc joué un rôle important dans ce changement de vision sur l'Europe et en général dans l'ancrage du parti de Giorgia Meloni dans le bloc atlantique. Même récemment, à la suite de certains enregistrements audio de son allié Silvio Berlusconi sur le conflit russo-ukrainien, Giorgia Meloni affirmait que :

“

Sur une chose, j'ai été, je suis, et je serai toujours claire. J'ai l'intention de diriger un gouvernement avec une ligne de politique étrangère claire et sans équivoque. L'Italie fait pleinement, et la tête haute, partie de l'Europe et de l'Alliance atlantique. Quiconque n'est pas d'accord avec cette pierre angulaire ne peut faire partie du gouvernement, même si cela signifie ne pas former un gouvernement du tout. Avec nous au gouvernement, l'Italie ne sera jamais le maillon faible de l'Occident, la nation peu fiable si chère à nombre de nos détracteurs⁴⁹.

Les possibles points de rupture

Les ambiguïtés sur l'Europe

En regardant plus en détails, certains éléments de préoccupation sur la ligne politique étrangère italienne peuvent être soulevés. Premièrement, même si elle

se déclare européiste, Giorgia Meloni ne lésine pas sur certaines critiques envers l'Europe. Il faut souligner qu'au parlement européen, FDL se rattache au groupe des conservateurs et réformistes européens (CRE), qui portent par tradition un regard critique envers les institutions européennes. Même à la veille des élections, Meloni déclarait : « Le plaisir d'une politique italienne qui ne défend pas ses intérêts nationaux, comme d'autres le font à juste titre, est terminé. Cela ressemble à un raisonnement européen pour moi. J'appelle l'Italie à faire de même ». Par ailleurs, lors d'un rassemblement à Madrid du parti espagnol de la droite radicale Vox au mois d'octobre 2022, Giorgia Meloni a plaidé pour « une Europe plus courageuse [...] afin de répondre aux grandes crises internationales, et un peu plus humble quand il s'agit de traiter d'aspects de la vie quotidienne qui pourraient se résoudre bien mieux au niveau national, sans ajouter de la bureaucratie à la bureaucratie⁵⁰ ». Meloni et Salvini sont aussi favorables à un rapprochement avec le président hongrois Victor Orban.

Les ambiguïtés n'émanent pas seulement de Meloni : ses alliés du gouvernement, Salvini et Berlusconi, se sont révélés ambigus par rapport à certains dossiers de politique étrangère. La Ligue, en Europe, fait partie du groupe Identité et démocratie (ID), dont les membres sont bien plus à droite que le CRE avec des positions eurosceptiques. Les relations antérieures entre la Ligue et la Russie sont l'une des causes de préoccupation.

De son côté, l'autre allié du CRE, Silvio Berlusconi, même s'il est un européiste convaincu, a eu récemment certaines prises de position qui peuvent s'avérer préoccupantes en ce qui concerne la guerre en Ukraine ; en imputant la responsabilité de la guerre au gouvernement ukrainien, tout juste après avoir renoué sa relation personnelle avec le Président russe Vladimir Putin.

La politique intérieure

Le dossier de la politique intérieure est celui sur lequel il pourrait y avoir le plus de tensions en Italie : le point plus important est celui des droits des communautés LGBTQ. Par exemple, dans le programme de FDI on peut lire que le parti a la volonté de ne pas démanteler la législation en vigueur sur les unions civiles entre personnes du même sexe et le concubinage des autres couples⁵¹. Il y est toutefois précisé : « tout en réaffirmant l'interdiction de l'adoption d'enfants par des couples de même sexe et la lutte contre toute forme de maternité de substitution, dans l'intérêt suprême de l'enfant⁵². » Sur ce dossier en particulier, Meloni a des positions de droite conservatrice qui sont similaires à celles de

l'Église catholique. Les références aux racines chrétiennes de l'Italie ont été récurrentes dans la rhétorique de Meloni, qui, par exemple, pendant la campagne électorale lors des dernières élections du parlement européen (2019) proclamait que « notre identité en tant qu'Italiens et Européens est fondée sur les racines classiques et chrétiennes de notre civilisation. Défendons-la contre le processus d'islamisation de l'Italie et de l'Europe⁵³ ». Cette attitude peut naturellement provoquer des tensions sociales et raciales en Italie, surtout par rapport à l'immigration, dossier historiquement chaud dans la politique italienne ; et ici, FDL a une politique nationaliste et identitaire. Un passage du programme de FDL sur l'immigration clandestine illustre ce point de manière emblématique :

“

La sécurité est la base de la coexistence sociale et garantit le développement et le bien-être. Entre anciennes et nouvelles formes de criminalité, l'Italie est de plus en plus menacée. L'immigration clandestine représente une menace pour la sécurité et la qualité de vie des citoyens. Nos villes sont dégradées et invivables. Les banlieues et les centres historiques sont le théâtre de squats, de violences et de trafic de drogue. Nous avons besoin d'un tournant politique fort pour assurer la légalité à l'intérieur de nos frontières, pour réaménager nos territoires et pour renforcer le tissu social et économique national⁵⁴.

Pour le FDL, le sujet de l'immigration clandestine est donc directement lié à la sécurité du pays. On peut estimer qu'il s'agira d'une source de tension avec l'UE, car on parle des mouvements des immigrants « clandestins » qui arrivent par la mer Méditerranée de l'Afrique et qui sont par conséquent souvent exposés à des enjeux de survie. Et dans les positions de FDI, il ne semble pas avoir aucune place au compromis sur ce thème, car le parti prône :

“

La défense des frontières nationales et européennes, comme prévue par le traité de Schengen et demandée par l'UE, avec contrôle des frontières et blocage des débarquements pour mettre fin, en accord

avec les autorités nord-africaines, au trafic d'êtres humains ; création de *hotspots* dans les territoires non européens, gérés par l'UE, pour évaluer les demandes d'asile et distribution équitable des seuls ayants droit dans les 27 pays membres (blocus naval). [...] Accords entre l'UE et les États tiers pour la gestion du retour des migrants clandestins et irréguliers, conditionnant les accords de coopération à la volonté des États d'origine de procéder au rapatriement. Lutter contre les activités des ONG qui encouragent l'immigration clandestine.⁵⁵

On a déjà vu, en novembre 2022, que les enjeux sur la migration ont eu des répercussions importantes sur les relations entre l'Italie et la France, puisque le refus de l'Italie de faire accoster le navire de l'ONG SOS Méditerranée, l'Ocean Viking, a causé une crise diplomatique entre Rome et Paris. La France a permis au navire d'accoster à Toulon le 11 novembre 2022, avec 234 migrants à bord, en dénonçant les décisions de l'Italie d'en refuser l'accostage, car cela serait contraire au droit international (le navire était proche des côtes italiennes). De plus, en guise de représailles, Paris a déclaré que la France n'accueillera pas 3500 demandeurs d'asile cet été, comme c'était prévu par des accords précédents entre les deux gouvernements⁵⁶. L'Italie de son côté a souligné comment, selon les chiffres du ministère des Affaires intérieures, l'arrivée des migrants sur ses côtes a augmenté considérablement en 2022 en comparaison avec 2020 et 2021. On serait passé de 32 111 personnes en 2020, à 59 246 en 2021 pour arriver à 92 917 en 2022 (période du 1er janvier au 15 novembre de chaque année)⁵⁷. Pour cette raison le ministre des Affaires étrangères, Antonio Tajani, a déclaré vouloir amener cette question au Conseil d'Europe pour essayer de trouver un accord avec les autres états de l'UE⁵⁸.

Sur ces thèmes de politique intérieure, ajoutons qu'il risque d'y avoir des mesures radicales à l'avenir, car FDL et la Ligue vont tout faire pour chapeauter des politiques les plus sévères possibles, puisque les deux partis compétitionnent sur ce terrain. L'importance de ces thèmes pour la coalition de centre-droit est aussi assumée du point de vue symbolique : récemment le ministère de l'« Égalité des chances et Politiques familiales » a changé de nom en « Famille, Natalité et Égalité des chances », tandis que le ministère de la Transition écologique a repris son ancienne dénomination de « Ministère de l'Environnement, de la Protection du territoire et de la Mer ».

Conclusion

Le résultat des élections italiennes, tel que nous l'avons remarqué, peut être attribué fondamentalement à des questions relatives à la politique nationale italienne, et plus précisément aux dynamiques internes de la coalition de droite. Le fait qu'un parti postfasciste soit devenu le parti au pouvoir en Italie peut être motif de surprise à l'international. Comme nous l'avons démontré, en réalité, cela est le produit d'un long processus de transformation de la droite italienne, qui a ses origines au début des années 1990 et qui a été précédé par un processus de banalisation du fascisme. En ayant expliqué la légitimité politique du parti, on s'est rendu compte que ce résultat est dû à deux facteurs : la fidélité des électeurs de la coalition et la popularité de Giorgia Meloni par rapport aux deux autres chefs de parti Matteo Salvini, qui a payé pour les années au gouvernement du pays, et Silvio Berlusconi, en déclin constant depuis 2011. Ce nouveau gouvernement ne devrait pas changer les fondements de la politique étrangère italienne, même si certaines ambiguïtés peuvent être préoccupantes, car dans le contexte géopolitique international actuel, la fidélité italienne à la coalition atlantique et européenne n'est pas remise en question. En revanche, certaines lignes des partis de coalition, comme on l'a déjà remarqué dans ce premier mois de gouvernement, peuvent être source de tensions, comme la question de l'immigration avec ses partenaires de l'UE. Entre autres, la politique intérieure, guidée par une conception traditionnelle et une matrice religieuse par rapport à certains enjeux, pourrait produire un clivage et des tensions sociales en Italie.

Bibliographie

Monographies

- Attal, Frédéric. *Histoire de l'Italie depuis 1943 à nos jours*, Paris: Armand Colin, 2004.
- Camus, Jean-Yves et Nicolas Lebourg. *Les droites extrêmes en Europe*, Paris: Éditions du Seuil, 2015.
- Forlin, Olivier. *Le Fascisme : Historiographie et enjeux mémoriels*, Paris: La Découverte, 2013.
- Griffin, Roger. *International Fascism: Theories Causes and the New Consensus*, Arnold: Oxford University Press, 1998.
- Ivaldi, Gilles. *Les populismes aux élections européennes de 2019: diversité idéologique et performances électorales*, Paris, Fondation Jean Jaurès,

2020.

- Lazar, Marc et Marie-Anne Matard-Bonucci. *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*. Paris: Autrement, 2010.
- Mérand, Frédéric. *Un sociologue à la Commission Européenne*, Paris: Presses de Sciences Po, 2021.
- Parlato, Giuseppe. *Fascisti senza Mussolini :le origini del neofascismo in Italia : 1943-1948*. [Storica Paperbacks], Bologna: Il mulino, 2012.

Articles scientifiques

- Bartolini, Stefano, et Roberto D'Alimonte. « Les élections parlementaires de 1994 en Italie. Compétition majoritaire et réaligement partisan », *Revue française de science politique* 45, 6 (1995) : 915-54.
- Bechelloni, Antonio, et Bruno Groppo. « Mémoires oubliées, mémoires ravivées : L'identité de l'Italie contemporaine en question », *Sociétés & Représentations* 22, 2 (2006) : 32-48.
- Bisciari, Patrick, Wouter Gelade, et Wim Melyn. « Plans nationaux de relance et de résilience de la France et de ses principaux pays voisins », *Revue française d'économie* XXXVI, 3 (2021) : 19-64.
- Boucobza, Isabelle. « Italie : Indépendance du parquet. Le cas de l'opération Mani Pulite », *Mouvements* 29, 4 (2003) : 36-40.
- Catalan, Tullia, et Fanny Levin. « 4. La journée de la mémoire en Italie : Le rôle des institutions entre centre et périphérie (2000-2013) », *Revue d'Histoire de la Shoah* 206, 1 (2017) : 85-105.
- Colarizi, Simona. « Il vincolo europeo e il sistema politico italiano: 1992-2011 », *Il Politico* 78, 1 (2013) : 28-34. <http://www.jstor.org/stable/24006993>.
- Costa, Giacomo. « Tribune Italienne », *Revue Projet* 308, 1 (2009) : 81-85.
- Dechezelles, Stéphanie. « Les "malgré nous" de la Casa delle Libertà. Conditions de perception et d'usages de la coalition par des jeunes militants en Italie », *Politix* 88, 4 (2009) : 163-85.
- Gentile, Emilio. « L'héritage fasciste entre mémoire et historiographie. Les origines du refoulement du totalitarisme dans l'analyse du fascisme », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 100, 4 (2008) : 51-62.
- Ignazi, Piero. « La force des racines : la culture politique du Mouvement Social Italien au seuil du gouvernement », *Revue française de science politique* 44, 6 (1994) : 1014-33.
- Musiedlak, Didier. « Renzo De Felice et l'histoire du fascisme », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 21 (1989) : 91-100.

https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1989_num_21_1_2091.

- Musso, Pierre. « Le phénomène Berlusconi : ni populisme ni vidéocratie, mais néo-politique », *Hermès, La Revue* 42, 2 (2005) : 172-80.
- Rayner, Hervé. « L'inversion d'un rapport de force politique : les élections européennes de 2019 en Italie », *Pôle Sud* 51, 2 (2019) : 119-33.
- Sorgonà, Gregorio. « Storiografia del fascismo e dibattito sull'antifascismo », *Studi Storici* 55, 1 (2014) : 213-25. <http://www.jstor.org/stable/43592553>.
- Vittori, Davide. « Was It All About Personalization? The Determinants of the Vote in the 2016 Constitutional Referendum in Italy », *Revue internationale de politique comparée* 26, 1 (2019) : 103-27.

Chapitres d'ouvrages collectifs

- Laudani, Raffaele. « De Berlusconi au mouvement 5 étoiles » dans *Le retour des populismes*, Badie, Bertrand et Dominique Vidal, dir., Paris, La Découverte, 2018.
- Lynda Dematteo, Maria Grazia Sangali, et Sophie Wahnich. « Chapitre 3 : une institution discréditée en France et en Italie » dans *L'amnistie comme pratique politique démocratique: une histoire prospective comparée des enjeux politiques européens de l'amnistie*, Wahnich, Sophie, dir., Paris, Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales – Maison des sciences de l'homme, 2005.
- Rayner, Hervé. « Protéger, subir et réprimer : la délicate "gestion" du terrorisme par l'état italien durant les "années de plomb" » dans *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Lazar, Marc et Marie-Anne Matard-Bonucci, dir. Paris: Autrement, 2010.
- Ventura, Sofia. « L'Italie » dans *Les droites en Europe*, Reynié, Dominique, dir. Paris, Presses Universitaires de France, 2012.

Sources journalistiques

- « Elezioni, Meloni: "Per Fini fascismo male assoluto? Non mi dissociai" », *La presse* (Italie), 20 septembre 2020, <https://www.lapresse.it/politica/2022/09/20/elezioni-meloni-fascismo-male-assoluto-non-mi-dissocio/>
- « Giorgia Meloni appelle à une "Europe des patriotes" lors d'un meeting du parti espagnol Vox », *RT France – International*, <https://français.rt.com/international/101607-giorgia-meloni-appelle-europe-patriotes-meeting-vox>

- « La Suède se dote d'un nouveau gouvernement appuyé par l'extrême droite », *Le Temps* (Suisse), 14 octobre 2022, <https://www.letemps.ch/monde/suede-se-dote-dun-nouveau-gouvernement-appuye-lextreme-droite>
- Castellani, Lorenzo. « Nuovo governo, messaggio all'Europa: radici giudaico cristiane e ricerca del dialogo », *Quotidiano nazionale*, 26 octobre 2022, <https://www.quotidiano.net/elezioni/messaggio-alleuropa-radici-giudaico-cristiane-e-ricerca-del-dialogo-1.8217824>
- Denis, Lise, « En Italie, victoire historique de l'extrême droite », *Le Devoir*, 26 septembre 2022, <https://www.ledevoir.com/monde/europe/758747/l-italie-vote-l-extreme-droite-aux-portes-du-pouvoir>
- Emanuele, Vincenzo et Bruno Marino. « Volatilità elettorale sopra i 30 punti: sistema partitico instabile per la terza elezione di fila », *Centro Italiano Studi Elettorali* (CISE), 26 septembre 2022, <https://cise.luiss.it/cise/2022/09/26/volatilita-elettorale-sopra-i-30-punti-sistema-partitico-instabile-per-la-terza-elezione-di-fila/>
- Korbatly, William. « La démocratie populiste », *La Presse*, 26 septembre 2022, <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2022-09-26/la-democratie-populiste.php>
- Lasserre, Isabelle. « La gestion des migrants ouvre une violente crise entre la France et l'Italie », *Le Figaro*, 11 novembre 2022, <https://www.lefigaro.fr/international/la-gestion-des-migrants-ouvre-une-violente-crise-entre-la-france-et-l-italie-20221111>
- Tharoor, Ishaan, « The mainstreaming of the West's far right is complete », *The Washington Post*, 27 septembre 2022, <https://www.washingtonpost.com/world/2022/09/27/mainstreaming-west-s-far-right-is-complete/>

Archives vidéo

- France 3, « Giorgia Meloni en 1996 : « Je crois que Mussolini était un bon politicien » », Institut national de l'audiovisuel (INA), 1 septembre 2022, <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/giorgia-meloni-alliance-nationale-freres-d-italie-reference-mussolini>
- Il Riformista TV, « Quando Ignazio La Russa mostrava orgogliosamente i busti di Mussolini », 13 octobre 2022,

<https://video.ilriformista.it/quando-ignazio-la-russa-mostrava-con-orgoglio-la-sua-collezione-di-busti-di-benito-mussolini-29806/>

- La Repubblica TV, « Quando nel 2016 Fontana salutava gli “amici” di Alba Dorata », 14 octobre 2022,

<https://video.repubblica.it/politica/quando-nel-2016-fontana-salutava-gli-amici-di-alba-dorata-con-noi-l-europa-tornera-ad-essere-faro-di-civilta/429254/430208>

Sites gouvernementaux

- Governo italiano, Ministero dell'interno,
<https://www.interno.gov.it/it/stampa-e-comunicazione/dati-e-statistiche/sbarchi-e-accoglienza-dei-migranti-tutti-i-dati>
- Governo Italiano, , Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale,
https://www.esteri.it/it/sala_stampa/archivionotizie/approfondimenti/2022/11/il-ministro-tajani-la-fermezza-paga-il-segnale-e-arrivato-chiedo-un-accordo-ue/
- Ministero dell'interno, Eligendo, Il sistema integrato di diffusione dei dati elettorali <https://elezioni.interno.gov.it/>

Autres documents

- Programma Fratelli d'Italia 2022, *Pronti a risollevere l'Italia*, ,
<https://www.fratelli-italia.it/programma/>

¹ Ishaan Tharoor, « The mainstreaming of the West's far right is complete », *The Washington Post*, 27 septembre 2022, <https://www.washingtonpost.com/world/2022/09/27/mainstreaming-west-far-right-is-complete/>

² Lise Denis, « En Italie, victoire historique de l'extrême droite », *Le Devoir*, 26 septembre 2022, <https://www.ledevoir.com/monde/europe/758747/l-italie-vote-l-extreme-droite-aux-portes-du-pouvoir>

³ Pour une analyse des élections de 1994, 2001 et 2008 voir respectivement : Stefano Bartolini et Roberto D'Alimonte, « Les élections parlementaires de 1994 en Italie. Compétition majoritaire et réalignement partisan », *Revue française de*

science politique 45, n° 6, 1995, <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-1995-6-page-915.htm> ; Stéphanie Dechezelles, « Les « malgré nous » de la Casa delle Libertà. Conditions de perception et d'usages de la coalition par des jeunes militants en Italie », *Politix*, vol. 88, n° 4, 2009, <https://doi.org/10.3917/pox.088.0163>; Giacomo Costa, « Tribune italienne », *Revue Projet*, vol. 308, n° 1, 2009, <https://doi.org/10.3917/pro.308.0081>, <https://www.cairn.info/revue-projet-2009-1-page-81.htm>

⁴ Pour voir plus en détail les origines de la droite postfasciste en Italie : Giuseppe Parlato, *Fascisti senza Mussolini : le origini del neofascismo in Italia : 1943-1948*, Bologna, Il mulino, 2012.

⁵ Piero Ignazi, « La force des racines : la culture politique du Mouvement social italien au seuil du gouvernement », *Revue française de science politique*, vol. 44, n° 6, 1994, https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1994_num_44_6_394882.

⁶ Frédéric Attal, *Histoire de l'Italie depuis 1943 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 108-12 <https://www.cairn.info/histoire-de-l-italie-depuis-1943-a-nos-jours-9782200262150.htm>.

⁷ Pour un portrait des années de plomb voir Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci, *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris: Autrement, 2010.

⁸ Hervé Rayner, « Protéger, subir et réprimer : la délicate « gestion » du terrorisme par l'État Italien durant les « années de plomb » », dans *L'Italie des années de plomb*, p. 41.

⁹ Voir Isabelle Boucobza, « Italie : indépendance du parquet. Le cas de l'opération Mani Pulite », *Mouvements* vol. 29, n° 4, 2003, <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2003-4-page-36.htm>.

¹⁰ Eligendo, Archivio, L'Archivio storico delle elezioni: tutti i risultati dal 1946 a oggi, Ministero dell'Interno, Camera, 05/04/1992, <https://elezionistorico.interno.gov.it/index.php?tpel=C&dtel=05/04/1992&esO=S&tpa=l&levO=O&levsutO=O&ms=S&tp=A>

¹¹ Sofia Ventura, « L'Italie », dans *Les droites en Europe*, Dominique Reynié, dir.,

Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, 2012, p. 248.

¹² Eligendo, Archivio, L'Archivio storico delle elezioni: tutti i risultati dal 1946 a oggi, Ministero dell'Interno, Camera 13/05/1994.

¹³ Ventura, « L'Italie », p. 249-250.

¹⁴ Tullia Catalan et Fanny Levin, « La journée de la Mémoire en Italie : le rôle des institutions entre centre et périphérie (2000-2013) », *Revue d'Histoire de la Shoah*, vol. 206, n° 1, 2017, <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-de-la-shoah-2017-1-page-85.htm>.

¹⁵ Ignazi, « La force des racines ». p. 1031.

¹⁶ France 3, « Giorgia Meloni en 1996 : « Je crois que Mussolini était un bon politicien » », Institut national de l'audiovisuel (INA), 1 septembre 2022, <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/giorgia-meloni-alliance-nationale-freres-d-it-alie-reference-mussolini>.

¹⁷ « Elezioni, Meloni: "Per Fini fascismo male assoluto? Non mi dissociai" », *La presse* (Italie), 20 septembre 2020, <https://www.lapresse.it/politica/2022/09/20/elezioni-meloni-fascismo-male-assoluto-non-mi-dissocio/>.

¹⁸ Lorenzo Castellani, « Nuovo governo, messaggio all'Europa: radici giudaico cristiane e ricerca del dialogo », *Quotidiano nazionale*, 26 octobre 2022, <https://www.quotidiano.net/elezioni/messaggio-alleuropa-radici-giudaico-cristiane-e-ricerca-del-dialogo-1.8217824>.

¹⁹ Il Riformista TV, « Quando Ignazio La Russa mostrava orgogliosamente i busti di Mussolini », 13 octobre 2022, <https://video.ilriformista.it/quando-ignazio-la-russa-mostrava-con-orgoglio-la-sua-collezione-di-busti-di-benito-mussolini-29806>.

²⁰ La Repubblica TV, « Quando nel 2016 Fontana salutava gli "amici" di Alba Dorata », 14 octobre 2022, <https://video.repubblica.it/politica/quando-nel-2016-fontana-salutava-gli-amici-di-alba-dorata-con-noi-l-europa-tornera-ad-essere-faro-di-civilta/429254/430208>.

²¹ Emilio Gentile, « L'héritage fasciste entre mémoire et historiographie. Les origines du refoulement du totalitarisme dans l'analyse du fascisme », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 100, n° 4, 2008, p. 52 <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2008-4-page-51.htm>.

²² *Ibid.*

²³ *Ibid.*

²⁴ Gregorio Sargonà, « Storiografia del fascismo e dibattito sull'antifascismo », *Studi Storici*, vol. 55, n° 1, 2014, p. 214, <http://www.jstor.org/stable/43592553>.

²⁵ Olivier Forlin, « Chapitre 5 – Fascisme ou fascismes ? » dans *Le fascisme : Historiographie et enjeux mémoriels*, Paris, La Découverte, 2013, p. 138.

²⁶ *Ibid.*, p. 144.

²⁷ Didier Musiedlak, « Renzo De Felice et l'histoire du fascisme », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 21 (1989), p. 98 ; 100, https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1989_num_21_1_2091.

²⁸ Il faut par contre ajouter que cette interprétation du fascisme comme phénomène spécifique et non global ne fait pas consensus, surtout au niveau international : l'historien Roger Griffin explique que si c'est vrai que le fascisme « peut générer un certain nombre de formes distinctives déterminées par les circonstances locales, on peut quand même le définir comme une idéologie avec une vision spécifique 'positive' et utopique d'une société idéale » (Roger Griffin, *International Fascism: Theories Causes and the New Consensus*, Arnold: Oxford University Press, 1998, p. x. Ma traduction).

²⁹ Antonio Bechelloni et Bruno Groppo, « Mémoires oubliées, mémoires ravivées : l'identité de l'Italie contemporaine en question », *Sociétés & Représentations* vol. 22, n° 2 (2006), p. 37, <https://www.cairn.info/revue-societes-et-representations-2006-2-page-32.htm>.

³⁰ L'amnistie Togliatti (décret présidentiel du 22/6/1946), decreto presidenziale 22 giugno 1946, n. 4

Amnistia e indulto per reati comuni, politici e militari, Presidenza del consiglio dei ministri,

<https://www.normattiva.it/uri-res/N2Ls?urn:nir:stato:decreto.presidenziale:1946-06-22;4>

³¹ Lynda Dematteo, Maria Grazia Sangali, et Sophie Wahnich, « Chapitre 3 : une institution discréditée en France et en Italie », dans *L'amnistie comme pratique politique démocratique: une histoire prospective comparée des enjeux politiques européens de l'amnistie*, Sophie Wahnich, dir., Paris, Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales – Maison des sciences de l'homme, 2005, p. 124.

³² *Ibid.*

³³ William Korbaly, « La démocratie populiste », *La Presse*, 26 septembre 2022, <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2022-09-26/la-democratie-populiste.php>

³⁴ « La Suède se dote d'un nouveau gouvernement appuyé par l'extrême droite », *Le Temps* (Suisse), 14 octobre 2022, <https://www.letemps.ch/monde/suede-se-dote-dun-nouveau-gouvernement-appuyé-lextrême-droite>

³⁵ Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg, *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Éditions du Seuil, 2015, p. 76.

³⁶ Eligendo, Archivio, L'Archivio storico delle elezioni: tutti i risultati dal 1946 a oggi, Ministero dell'Interno, Camera 04/03/2018 – Area ITALIA, consulté le 2 novembre 2022, <https://elezionistorico.interno.gov.it/index.php?tpel=C&dtel=04/03/2018&esO=S&tpa=I&levO=O&levsutO=O&ms=S&tpe=A>

³⁷ Imagé tirée de l'article de Vincenzo Emanuele et Bruno Marino, « Volatilità elettorale sopra i 30 punti: sistema partitico instabile per la terza elezione di fila », *Centro Italiano Studi Elettorali* (CISE), 26 septembre 2022, <https://cise.luiss.it/cise/2022/09/26/volatilita-elettorale-sopra-i-30-punti-sistema-partitico-instabile-per-la-terza-elezione-di-fila/>

³⁸ Graphique réalisé par l'auteur en utilisant les données du ministère des affaires intérieures italien, sur la base des votes reçus par chaque parti à la Chambre des

députés lors des élections législatives de 2018 et de 2022.

³⁹ Voir Pierre Musso, « Le phénomène Berlusconi : ni populisme ni vidéocratie, mais néo-politique », *Hermès, La Revue* vol. 42, n° 2, 2005, <https://doi.org/10.4267/2042/9001>, <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2005-2-page-172.htm>.

⁴⁰ Voir Raffaele Laudani, « De Berlusconi au Mouvement 5 étoiles », dans *Le retour des populismes*, Bertrand Badie et Dominique Vidal, dir., Paris, La Découverte, 2018.

⁴¹ Voir, à titre d'exemple pour les élections européennes de 2019, Hervé Rayner, « L'inversion d'un rapport de force politique : les élections européennes de 2019 en Italie », *Pôle Sud* vol. 51, n° 2, 2019, <https://www.cairn.info/revue-pole-sud-2019-2-page-119.htm>.

⁴² Pour comprendre le « renzisme » voir Davide Vittori, « Was It All About Personalization? The Determinants of The Vote In The 2016 Constitutional Referendum In Italy », *Revue internationale de politique comparée* vol. 26, n° 1 (2019), <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2019-1-page-103.htm>.

⁴³ Pour mieux comprendre l'évolution de la dette italienne dans le contexte européenne voir Simona Colarizi, « Il vincolo europeo e il sistema politico italiano: 1992-2011 », *Il Politico* vol. 78, n° 1, 2013, <http://www.jstor.org/stable/24006993>.

⁴⁴ Patrick Bisciari, Wouter Gelade, et Wim Melyn, « Plans nationaux de relance et de résilience de la France et de ses principaux pays voisins », *Revue française d'économie*, vol. 36, n° 3, 2021, p. 28, <https://www.cairn.info/revue-francaise-d-economie-2021-3-page-19.htm>.

⁴⁵ Voir par exemple l'opposition que les institutions européennes ont eu à la montée du mouvement 5 étoiles en Italie, et à la procédure d'infraction imposée à l'Italie lors de l'approbation de la loi financière de 2018 du gouvernement "gialloverde" (Mouvement 5 étoiles et Ligue) (Frédéric Mérand, « Chapitre 6 – Les populistes italiens et le Pacte » dans *Un sociologue à la Commission européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021).

⁴⁶ Il programma di FDI-AN per le elezioni europee 2014, 1. scioglimento concordato dell'eurozona, <https://www.fratelli-italia.it/programma-europa/>.

⁴⁷ Gilles Ivaldi, « Les populismes aux élections européennes de 2019: diversité idéologique et performances électorales », Fondation Jean Jaurès, 2020, p. 8-9.

⁴⁸ Programma Fratelli d'Italia 2022, *Pronti a risollevare l'Italia*, Efficiente utilizzo di risorse Pnrr e fondi europei, p. 5, <https://www.fratelli-italia.it/programma/>.

⁴⁹ Giorgia Meloni, Page Facebook officielle, 19 octobre 2022, <https://m.facebook.com/giorgiameloni.paginaufficiale/posts/664627211697492/>.

⁵⁰ « Giorgia Meloni appelle à une "Europe des patriotes" lors d'un meeting du parti espagnol Vox », *RT France – International*, <https://francais.rt.com/international/101607-giorgia-meloni-appelle-europe-patriotes-meeting-vox>.

⁵¹ Loi n° 76 du 20 mai 2016, entrée en vigueur le 5 juin 2016.

⁵² *Programma Fratelli d'Italia 2022*, p. 21, <https://www.fratelli-italia.it/programma/>.

⁵³ <https://twitter.com/giorgiameloni/status/1128630119956996098>.

⁵⁴ *Programma Fratelli d'Italia 2022*, p. 31, <https://www.fratelli-italia.it/programma/>.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 32.

⁵⁶ Isabelle Lasserre, « La gestion des migrants ouvre une violente crise entre la France et l'Italie », *Le Figaro*, 11 novembre 2022, <https://www.lefigaro.fr/international/la-gestion-des-migrants-ouvre-une-violente-crise-entre-la-france-et-l-italie-20221111>.

⁵⁷ « Sbarchi e accoglienza dei migranti: tutti i dati », *Ministero dell'Interno*, Dati e statistiche, *cruscotto_statistico_giornaliero_15-11-2022*.

⁵⁸ « Il Ministro Tajani: *La fermezza paga. Il segnale è arrivato. Chiedo un accordo Ue* »,

Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale, Sala stampa, 9 novembre 2022, https://www.esteri.it/it/sala_stampa/archivionotizie/approfondimenti/2022/11/il-ministro-tajani-la-fermezza-paga-il-segnale-e-arrivato-chiedo-un-accordo-ue/.